

BUDGET PRIMITIF 2009

Intervention de **Paul EUZIERE**,
Président du groupe « Grasse à Tous »

La grave crise dans laquelle nous a plongé l'ultralibéralisme et la logique du "toujours moins d'État" -c'est-à-dire moins de services publics- et les réalités grassoises auraient du conduire à l'élaboration d'un budget d'un type nouveau dans sa démarche comme dans ses objectifs.

Nous avons proposé, lors du Débat d'Orientations Budgétaires, de construire ensemble et avec nos concitoyens **un budget participatif**, de définir avec nos concitoyens les priorités en fonction des besoins qu'ils auraient exprimés.

Vous avez choisi au contraire de poursuivre dans la voie de vos précédents budgets.

Le résultat en est simple : les impôts augmentent et les services rendus à la population diminuent.

On gère au jour le jour, en fonction des urgences.

Premier point : **les impôts augmentent**, mais **la dette aussi**.

Pour masquer cette réalité gênante, vous assurez que, simultanément, le patrimoine communal serait passé de 177 millions € en 2001 à 250 millions en 2008.

Mais sur quoi reposent ces chiffres ?

Comment pouvez-vous chiffrer la valeur de la Cathédrale, par exemple ?

D'autre part, si la valeur du patrimoine a augmenté, c'est davantage du fait de l'augmentation générale du foncier et de l'immobilier que grâce à l'acquisition de nouveaux biens communaux.

Je rappelle, pour mémoire, qu'au B.P 2008 "les cessions d'actifs" -c'est-à-dire la vente de biens relevant du patrimoine des Grassois- se sont élevées à 2 450 000 € (terrains communaux du VVF aux Aspres et "Fontaines Parfumées").

Quand on récapitule tout ce que vous avez vendu depuis des années (logements, bâtiments divers, terrains), on peut douter que le patrimoine communal des Grassois se soit agrandi.

Nous pensons, au contraire, qu'il a diminué et que la Ville s'est appauvrie.

Vous avez continué à endetter la Ville.

De 2007 à 2008, l'encours de la dette avait augmenté de **4,5%**.

En 2009, il augmente encore de **5,85%**.

Il passe de 75 546 487 € (B.P 2008) à 79 965 850 € (B.P 2009) soit **4 419 363 € d'endettement supplémentaire alors que dans le même temps le total du budget de la Ville baisse** (B.P 2008 : 137 995 627 € - B.P 2009 : 134 488 105 €).

A quoi correspond cet endettement croissant ?

Évidemment pas à des investissements dans l'entretien ou la réhabilitation des bâtiments et infrastructures communales qui sont souvent dans un piètre état et dont on a transféré des pans entiers à la Communauté d'Agglomération (hier les piscines, demain les Musées).

Cet endettement croissant ne correspond pas non plus à des moyens suffisants pour les services municipaux qui -à peu près tous- fonctionnent comme ils peuvent en sous-effectif permanent.

La raison de cet endettement n'est pas dans les tableaux que vous présentez qui "omettent" ou laissent dans l'ombre les évolutions dérangeantes.

Ainsi, le tableau de l'évolution de "l'épargne brute" des années allant de 2002 à 2008 affiche chaque année des **excédents**.

Mais il s'agit de l'épargne brute.

Si l'on regarde où l'on en est de **l'épargne nette** -(recettes réelles de fonctionnement, moins dépenses de fonctionnement, diminuées du remboursement en capital de la dette)- c'est-à-dire ce dont nous pouvons disposer réellement, **les chiffres sont tout autres et autrement préoccupants**.

Au lieu d'un excédent de 3,1 millions € en 2006, on a un déficit de 959 000 €.

Au lieu des 4,8 millions affichés en 2007 (année pré-électorale), l'excédent se réduit à 1,3 millions d'€.

Quant à 2008, loin de dégager 2,2 millions d'épargne brute, la gestion municipale enregistre **un déficit de 840 000 €** et **vous creusez la dette pour faire face aux investissements pour rembourser le capital de la dette**.

Les conséquences en sont claires :

- **insuffisance des moyens financiers, humains et matériels pour le fonctionnement des services**. Ce qui signifie plus de difficultés dans leur travail pour les agents communaux et des prestations réduites ou inexistantes pour les Grassois.

- **recul des investissements** : au BP 2008, l'investissement programmé était de **74,9 millions €**.

En fait, les chiffres du Compte Administratif le démontrent, les mandats émis ont été de **seulement 33,5 millions €**. Moins de **la moitié de ce qui avait été annoncé !**

Au BP 2009, l'investissement programmé est de 68,8 millions €.

Soit 6 millions € de moins au BP 2009 qu'en 2008, qui lui-même était en recul de 56% sur le BP 2007.

Su ces 68,8 millions € inscrits en investissement combien seront effectivement réalisés ?

Lorsqu'on examine la liste des opérations envisagées, on est frappé par le déséquilibre entre secteurs, le flou de certaines rubriques et les incohérences finalement coûteuses dans le domaine de l'entretien des bâtiments, de la voirie et des espaces publics qui ne font l'objet **d'aucune programmation pluriannuelle**.

La plupart des bâtiments communaux sont dans un piètre état à commencer par l'Hôtel de Ville lui-même dont la façade Sud, place du Puy, donne une triste image, tout comme la salle Omnisports, le Cours ou le Jardin des Plantes.

Je ne m'étendrai pas sur l'état du canal du Foulon dont la réfection coûtera des millions d'euros ...

Les travaux indispensables sont renvoyés année après année au profit d'opérations de prestige qui plombent le budget sans répondre aux besoins quotidiens des Grassois.

Ainsi l'autorisation de programme pour l'extension du Musée International de la Parfumerie était au départ de 11,6 millions €.

Au compte administratif 2008 (p. 71), le total cumulé atteint 13,650 millions €.

Au BP 2009, l'extension du MIP s'élève à 14,250 millions €.

Un dérapage continu de près de 3 millions € !

En fonctionnement, vous poursuivez dans **la même ligne de dépenses en croissance exponentielle pour certains chapitres** et de **restrictions insupportables pour d'autres** pourtant plus nécessaires à la population.

Ainsi, -ce ne sont que quelques exemples- vous réduisez encore les crédits destinés aux fournitures scolaires (Ch. 6067) qui sont une aide modeste mais réelle pour les familles.

Au BP 2007 : 176 000 € leur étaient destinés, au BP 2008 : 173 440 €, au BP 2009 : 172 500 €.

Les fournitures administratives (Ch. 6064) tombent de 142 490 € (BP 2007) à 89 639 € au BP 2009.

L'entretien des voies et réseaux (Ch. 61523) régresse de 1,271 millions € (2007) à 1,116 millions € (2009).

Par contre, **les frais d'actes et de contentieux** (Ch. 6227) **grimpent vertigineusement**.

Ils passent de 60 100 € en 2007, à 100 100 € au BP2008 et à 150 100 € au BP 2009 !

Le chapitre **"Fêtes et cérémonies"** (Ch. 6232), lui aussi, ne connaît pas la crise.

266 340 € en 2007, 283 000 € au BP 2008 **"explose"** au C.A 2008 : 503 168 € (!) passe à 414 000 €.

Les **"achats de services"** -c'est-à-dire le recours à des cabinets d'études- (315 150 €), tout comme les **"catalogues et imprimés"** (279 790 €) restent à des niveaux beaucoup trop élevés.

Ce sont des chapitres sur lesquels on pourrait faire des économies sans que nos concitoyens en souffrent.

Ce budget est dans la continuité des précédents.

Il n'est porteur **d'aucune rupture, d'aucune imagination, d'aucun recentrage sur les priorités sociales**.

Au lieu de développer les aides et les prestations pour tous ceux qui sont frappés par la crise, il cumule sur fond d'austérité : endettement, hausse des impôts et réduction des moyens.

Les sacrifices sont pour la population, le personnel et les services municipaux, pas pour les sociétés titulaires des gros contrats léonins d'affermage -Vinci et la Lyonnaise-Suez- qui continuent, elles, d'engranger sur le dos des Grassois en toute tranquillité.

En tout état de cause, ce budget va ajouter de la crise à la crise.

Autant de raisons pour notre groupe d'émettre un vote négatif.